



Saint-Louis, le 26 mai 2023

Réf : DRD UTR SUD DPR URBAN-2023-05-26-16346

Dossier suivi par : F. Maillot

**ROUTE DEPARTEMENTALE
PERMISSION DE VOIRIE
ET
ACCORD TECHNIQUE PREALABLE**

**EXECUTION DES TRAVAUX SUR DOMAINE PUBLIC
(ACCES)**

Nom et prénom : [REDACTED]
26 A rue Voltaire- Les Makes
97421 La Rivière Saint-Louis
Route Départementale n° : 20
Points de repères : 10+050
Commune : Saint-Louis
Parcelle : CI 874

A R R E T E N° 65/23

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE LA REUNION**

Vu la demande faite en date du 04/05/2023, par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de construire un accès en bordure de la route départementale N° 20 au **PR 10+050** ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu l'instruction générale sur le Code de la Voirie Départementales ;

Vu le règlement général sur la conservation et la surveillance des routes départementales en date du 24 octobre 1967 ;

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le code des communes ;

Vu le Code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.3221-4 du CGCT ;

Vu le règlement de voirie départementale ;

Vu l'arrêté en date du 12 juillet 2021 portant délégation de signature pour le Responsable de l'UTR sud,

Vu l'avis du Responsable de l'Unité Territoriale Routière Sud,

Une copie conforme du présent arrêté sera adressée au bénéficiaire, au Maire de la Commune (si la propriété est située en agglomération).

CONSIDERANT QUE :

Les ouvrages projetés sont compatibles, a priori, avec le domaine public routier départemental, l'intégrité des autres ouvrages et la sécurité des utilisateurs.

ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 - DUREE ET CONDITIONS

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq (5) ans, et est renouvelable par tacite reconduction par périodes annuelles, sauf renonciation trois mois avant la date d'expiration. **Celle-ci est cependant délivrée à titre précaire et révoquant et pourra être retirée, sans indemnité, pour cause d'intérêt public.**

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage dans le délai d'un (1) an à compter de ce jour.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Le bénéficiaire est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du règlement cité ci-dessus et aux conditions spéciales suivantes :

a)- Le déplacement de l'accès de 5 mètres de largeur sera établi de manière à ne pas déformer le profil en long de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

L'accès actuel devra être supprimé.

L'accès sera raccordé à la chaussée par des bordures basses (type A2).

Le béton du trottoir sera refait à l'identique « béton désactivé ».

Le pétitionnaire devra prévoir un SAS pour véhicule entrant et sortant de la parcelle.

Jusqu'à la limite de l'alignement fixé à 6 mètres de l'axe de la chaussée, les accès auront une pente maximum de 5%. Les vantaux des portails éventuels s'ouvriront de manière à ne jamais se trouver en saillie sur l'emprise du domaine routier départemental.

b) - Les travaux devront être exécutés sous le contrôle du Chef de Brigade de l'UTR SUD.
Aucun dépôt de matériaux et échafaudage ne pourra être effectué sur le domaine public routier.

ARTICLE 3 – ENTRETIEN DES OUVRAGES D'ACCES

La construction, l'entretien, la maintenance et le curage des ponceaux sont à la charge du pétitionnaire. A défaut de leur exécution par les propriétaires, les travaux nécessaires pour rétablir le bon écoulement des eaux ou la circulation dans des conditions normales de sécurité, peuvent être effectués d'office par le Département, après mise en demeure par lettre recommandée, non suivie d'effet et aux frais du pétitionnaire.

La présente autorisation pourra être retirée, sans indemnité après une mise en demeure non suivie d'effet ou non respecté de la présente autorisation.

ARTICLE 4 - OUVERTURE DU CHANTIER

Un avis d'ouverture de chantier (modèle ci-joint) doit être transmis à l'UTR SUD (☎ : 0262.26.10.37) au moins trois (3) jours avant l'ouverture du chantier.

Ce délai est porté à **2 semaines** si les travaux nécessitent l'obtention d'un arrêté temporaire de circulation et /ou de stationnement

Le bénéficiaire devra demander impérativement qu'il soit procédé à la vérification de son implantation.

Préalablement à tous travaux, l'intervenant peut demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

ARTICLE 5 – DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à 1 mois à compter de la date d'ouverture de chantier. Passé ce délai, une demande de prorogation devra être formulée auprès des services de l'UTR SUD, dans la limite de validité du présent arrêté.

ARTICLE 6- SIGNALISATION DE CHANTIER ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour et de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

L'occupant ou son exécutant doit prendre de jour et de nuit, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public routier départemental et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation, alternats, etc...), conformément aux textes réglementaires en vigueur et aux dispositions ayant reçu l'accord des Services de l'Unité Territoriale Routière Sud.

ARTICLE 7 - RECEPTION

Au plus tard un (1) mois après la fin des travaux le permissionnaire devra transmettre au service de l'UTR SUD une déclaration d'achèvement des travaux. Le trottoir sera reconstruit à l'identique et les bordures de trottoirs de type T 2 seront remplacées par des bordures de type A 2. La réfection des parapets démolis sera réalisée selon les recommandations des services de l'UTR sud.

ARTICLE 8 - CONTENTIEUX

Lorsque les conditions imposées dans l'autorisation n'ont pas été remplies, un avertissement est adressé à l'intervenant, suivie, si besoin est, d'une mise en demeure de procéder à la remise en conformité des ouvrages dans un délai imparti. En cas de carence de l'intervenant, les services du Conseil départemental procéderont à la réalisation desdits travaux aux frais de l'intervenant.

ARTICLE 9 -RESPONSABILITE

La présente autorisation n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur. Les intervenants sont responsables de tous les accidents ou dommages qui peuvent résulter de l'exécution de leurs travaux ou de l'existence et du fonctionnement de leurs ouvrages.

ARTICLE 10 -EXECUTION

Monsieur le responsable de l'UTR sud, le chef de brigade du secteur concerné, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'occupant.

Le Président du Conseil Départemental

Et par délégation

Le Responsable de l'UTR sud

Joël BENARD



CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA REUNION
DRD
Service
Exploitation
des routes
Unité territoriale routière Sud

Copie à : service technique mairie de Saint-Louis.